



DEVELOPMENT PARTNERS:

CHINA | EIB | EUROPEAN UNION | FRANCE | GERMANY | THE NETHERLANDS | SWITZERLAND

MEMBERS:

GABON | CAMEROON | CHAD | DEM. REP. OF CONGO | BURUNDI | CENTRAL AFRICAN REPUBLIC | EQUATORIAL GUINEA | REP. OF CONGO | SAO TOME AND PRINCIPE

Lettre trimestrielle

Août-Septembre-Octobre 2022

SOMMAIRE

EVENEMENT REMARQUABLE	3
Informations utiles	4
Réunion extraordinaire du comité d'orientation d'afritac centre en visioconference le 10 novembre 2022.....	4
Mouvement du personnel à AFRITAC Centre.....	4
Visite d'échange du directeur d'Afritac Centre au sein des pays membres d'afritac centre et DE ses partenaires (Cameroun, Congo, RDC, Tchad et France).....	4
Résumé de l'exécution du plan de travail et principales réalisations.....	5
République du Burundi.....	5
Gestion des finances publiques (du 05 au 20 octobre 2022).....	5
Régulation et supervision bancaires (du 10 octobre au 11 novembre 2022).....	5
République du Cameroun.....	5
Administration douanière (du 24 octobre au 05 novembre 2022)	5
Prévisions macroéconomiques (du 26 septembre au 17 octobre 2022).....	5
Budget (du 14 septembre au 27 septembre 2022).....	6
Budget (du 19 septembre au 07 octobre 2022)	6
Budget (du 19 au 23 septembre 2022).....	6
République du Congo	6
Administration douanière (du 05 au 16 septembre 2022).....	6
Budget (du 08 au 09 août 2022).....	6
Statistiques des finances publiques (du 26 septembre au 07 octobre 2022).....	7
Gestion de la dette publique (du 13 au 22 septembre 2022).....	7
Gabon.....	7
Statistiques des finances publiques (du 31 octobre au 11 novembre 2022).....	7
République centrafricaine.....	7

Budget (du 05 au 16 septembre 2022)	7
Budget (du 10 au 21 octobre 2022).....	8
Gestion de la dette publique (10 au 21 octobre 2022).....	8
République démocratique du Congo	8
Budget (du 24 août au 09 septembre 2022)	8
Budget (du 03 au 04 octobre 2022).....	8
Statistiques des finances publiques (du 26 septembre au 07 octobre 2022).....	9
Gestion de la dette publique (du 03 au 14 octobre 2022).....	9
Regulation et supervision bancaires (du 12 au 23 septembre 2022).....	9
Sao Tomé-et-Principe.....	9
Administration fiscale (du 03 au 14 octobre 2022).....	9
Previsions macroéconomiques (du 19 au 30 septembre 2022).....	10
Statistiques des finances publiques (du 29 août au 09 septembre 2022).....	10
Tchad.....	10
Prévisions macroéconomiques (du 10 au 14 octobre 2022)	10
Prévisions macroéconomiques (du 10 au 14 octobre 2022)	11
Budget (du 24 au 28 octobre 2022).....	11
BEAC.....	11
Gestion de la dette publique (du 30 août au 2 septembre 2022).....	11
CEMAC.....	11
Administration douanière (du 25 septembre au 05 octobre 2022).....	11
Administration fiscale (du 24 au 28 octobre 2022).....	11
ACTIVITES MULTI-PAYS.....	12
Administration fiscale (du 31 octobre au 04 novembre 2022).....	12
Prochaines dates à retenir.....	13
Cours en ligne gratuits	15

« Atelier régional sur l'évaluation et la gestion des risques liés aux passifs conditionnels de l'Etat »



AFRITAC Centre a organisé un atelier régional sur l'évaluation et la gestion des risques liés aux passifs conditionnels de l'Etat du 24 au 27 octobre 2022 à Douala-Cameroun. Cet atelier, qui a réuni vingt-six cadres des administrations en charge de la gestion de la dette, des analyses et prévisions macrobudgétaires et de la supervision des entreprises publiques des neuf pays membres de l'AFC, avait pour principal objectif de renforcer leurs capacités sur les approches d'évaluation et de gestion des passifs conditionnels.

Sous la coordination conjointe des Conseillers d'AFC en charge respectivement de la gestion macrobudgétaire et de la gestion de la dette, les participants ont été sensibilisés aux aspects notionnels et conceptuels des passifs contingents, aux risques auxquels les gouvernements sont exposés, ainsi qu'aux outils d'identification, de mesure et de gestion de ces risques en mettant l'accent sur les entreprises d'État, les garanties publiques et les partenariats public-privé. Les conseillers ont également souligné le rôle habituellement joué par les gestionnaires de la dette, les gestionnaires du risque budgétaire et les superviseurs des entreprises d'État dans la gestion de ces passifs contingents. Des exercices pratiques pendant les travaux de groupe ont aidé à la compréhension des concepts présentés pendant l'atelier. Les participants ont quant à eux fait des présentations sur les expériences de leurs pays respectifs sur cette problématique.

INFORMATIONS UTILES

REUNION EXTRAORDINAIRE DU COMITE D'ORIENTATION D'AFRITAC CENTRE EN VISIOCONFERENCE LE 10 NOVEMBRE 2022



Sous la présidence de la République démocratique du Congo (RDC), AFRITAC Centre a organisé un Comité d'orientation extraordinaire pour discuter de son programme de travail de sa Phase IV (2024-2028) et le budget nécessaire à son financement. A l'issue de la réunion, les membres du Comité d'orientation ont entériné le programme de travail et validé le budget de la Phase IV. Dans les prochains mois, les pays membres recevront un détail de leurs contributions financières attendues pour la Phase IV.

MOUVEMENT DU PERSONNEL A AFRITAC CENTRE



Après avoir collaboré avec l'administration d'AFRITAC Centre durant 8 mois en l'absence de **Mme Djena Laetitia Djembo** pour raison de congé maternité, **Mme Lucie Brice** a quitté le Centre en octobre 2022. Mme **Lucie Brice** a essentiellement soutenu les conseillers dans l'organisation de leurs missions de renforcement des capacités et dans l'organisation des séminaires et formations. AFRITAC Centre a, par le canal de son Directeur, salué Mme **Lucie Brice** pour son travail et son appui.

VISITE D'ECHANGE DU DIRECTEUR D'AFRITAC CENTRE AU SEIN DES PAYS MEMBRES D'AFRITAC CENTRE ET DE SES PARTENAIRES (CAMEROUN, CONGO, RDC, TCHAD ET FRANCE)



Au cours du second trimestre de l'année fiscale 2022, le Directeur d'AFRITAC Centre, **M. Philippe EGOUME** s'est rendu dans plusieurs pays membres d'AFRITAC Centre pour rencontrer les autorités et ouvrir les travaux des séminaires organisés par son Centre.

Cameroun : Rencontre avec les autorités et ouverture du séminaire sur les risques budgétaires.

République du Congo : Rencontre et échanges avec le ministre des Finances.

République Démocratique du Congo : Rencontre avec les autorités et ouverture du séminaire sur la crédibilité du budget pour les membres de la commission économique et financière de l'Assemblée nationale.

Tchad : Rencontre avec les autorités, participation au cinquantenaire de la BEAC et ouverture de l'atelier sur les lois sur la gouvernance des entreprises publiques.

France : Rencontre avec les autorités de Bercy au cours de laquelle le Directeur d'AFRITAC a présenté (i) le contexte d'intervention AFRITAC ; (ii) le programme de travail du Centre pour les cinq prochaines années et (iii) la contribution de la France au financement du Centre.



REPUBLIQUE DU BURUNDI

GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (DU 05 AU 20 OCTOBRE 2022)**Etat des lieux et perspectives à moyen terme.**

AFRITAC Centre a participé à la mission du siège destinée à faire l'état des lieux de la gestion des finances publiques pour accompagner le réengagement des autorités après une longue période de rupture de l'assistance technique en faveur du Burundi. Au cours de cette mission, un état des lieux a été établi sur tous les axes de la gestion des finances publiques, des actions prioritaires à moyen terme ont été identifiées et un plan de travail d'assistance technique a été développé.

REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES (DU 10 OCTOBRE AU 11 NOVEMBRE 2022)

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

ADMINISTRATION DOUANIERE (DU 24 OCTOBRE AU 05 NOVEMBRE 2022)**Appui au développement stratégique et l'utilisation efficace d'un entrepôt de données au bénéfice de la Direction générale des douanes (DGD).**

L'appui visait à (i) familiariser les participants aux concepts de « stratégie informatique » et 'entrepôt de données', (ii) définir les ambitions et objectifs stratégiques de l'informatique de la Douane camerounaise, (iii) identifier les systèmes et les bases de données pertinentes actuellement disponibles, (iv) identifier les défis et potentialités, et (v) sur cette base, conseiller la douane pour le développement et l'utilisation efficace d'un entrepôt des données. La mission a également permis de faire le point sur le développement en cours du module « entrepôt des douanes » du Cameroun Customs Information System (CAMCIS) et de faire des recommandations pertinentes

Appui au développement des capacités des superviseurs bancaires de la Banque de la République du Burundi (BRB).

A la demande des autorités de la BRB, AFRITAC Centre a organisé une mission de renforcement des capacités au profit des superviseurs bancaires. La mission a (i) identifié les enjeux prudentiels liés à la transposition d'une norme plutôt technique et complexe sur l'IRRBB dans le contexte du Burundi et de la Communauté d'Afrique de l'Est ; (ii) proposé une application proportionnée des normes internationales sur l'IRRBB, et en particulier des dispositions de la norme d'avril 2016 pour tenir compte des spécificités du secteur bancaire Burundais ; et (iii) développé un projet de cadre normatif, y compris un format de reporting prudentiel.

pour l'optimisation de l'organisation et de la gestion de l'initiative ainsi que pour les prochaines étapes de la réalisation de la solution envisagée.

PREVISIONS MACROECONOMIQUES (DU 26 SEPTEMBRE AU 17 OCTOBRE 2022)**Appui sur le reporting et les outils de gestion des risques budgétaires.**

Les objectifs de cette mission de l'AFRITAC Centre étaient (i) d'aider les autorités à finaliser le projet du rapport annuel sur les risques budgétaires à annexer au projet de loi de finances 2023, et (ii) de former des cadres à l'utilisation des outils développés par le département des finances publiques (FAD) pour l'évaluation des risques budgétaires (FRAT) et le suivi de la santé financière des entreprises publiques. S'agissant spécifiquement de la revue du rapport annuel sus-évoqué, il a permis de faire des remarques générales sur le document, ainsi que des observations sur la partie narrative, les analyses qualitatives et quantitatives et sur les mesures d'atténuation des

risques budgétaires abordés et de formuler des orientations et reformulations.

BUDGET (DU 14 SEPTEMBRE AU 27 SEPTEMBRE 2022)

Appui à la budgétisation sensible au genre.

L'appui avait pour objectif d'expérimenter la budgétisation sensible au genre pour le budget 2022 en utilisant les outils développés avec l'appui de l'AFC lors de la mission de mars et avril 2021. La mission a organisé des ateliers quotidiens auxquels ont participé des représentants de huit ministères pilotes, des bailleurs de fonds (ONU Femmes, GIZ et UNICEF) et de la société civile. L'approche a consisté en un appui ciblé par administration pilote, combiné à un appui au secrétariat technique dans la rédaction de la thématique transversale du document.

BUDGET (DU 19 SEPTEMBRE AU 07 OCTOBRE 2022)

Appui à la budgétisation sensible au genre.

L'objectif de l'appui était d'aider les autorités à poursuivre la mise en œuvre de la budgétisation sensible au genre (BSG) en renforçant la qualité du document budgétaire sensible au genre qui sera joint à la loi de finances 2023. Organisée autour d'ateliers, la mission s'est déroulée en deux phases. Les principales

activités ont porté sur l'examen du document budgétaire sensible au genre (DBSG) élaboré pour le budget 2022 afin de dégager les leçons à tirer, les progrès à capitaliser et les faiblesses à éviter, ainsi que l'appui à l'amélioration de la qualité du DBSG pour le budget 2023.

BUDGET (DU 19 AU 23 SEPTEMBRE 2022)

Appui à l'amélioration la qualité du document budgétaire sensible au genre accompagnant le projet de loi de finances 2023.

L'appui apporté par AFRITAC Centre a permis une capacitation des administrations publiques et leur montée en puissance en matière de déploiement de la BSG. Organisée autour d'ateliers, la mission d'assistance à l'amélioration de la qualité du DBSG 2023 s'est déroulée en deux temps : (i) l'examen du DBSG élaboré au titre de l'exercice 2022 pour dresser les enseignements à tirer, les avancées à capitaliser et les écueils à éviter, ainsi que l'accompagnement du processus de production du DBSG pour le budget 2023 et (ii) l'accompagnement et la revue de qualité du DBSG pour le projet de loi de finances 2023. L'appui apporté par AFRITAC Centre a permis une capacitation des administrations publiques et leur montée en puissance en matière de déploiement de la BSG.

REPUBLIQUE DU CONGO

ADMINISTRATION DOUANIÈRE (DU 05 AU 16 SEPTEMBRE 2022)

Appui au renforcement du suivi des exonérations et des régimes suspensifs au bénéfice de la Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI).

L'appui avait pour objectifs (i) l'évaluation des progrès réalisés depuis la dernière activité d'assistance en la matière organisée en mode virtuel en août 2021, et (ii) le développement, avec les cadres et services

compétents, des mesures et outils supplémentaires pour un suivi plus efficace et efficient des exonérations et des régimes suspensifs. A l'issue de la mission, des recommandations pratiques ont été formulées pour redynamiser l'initiative et régulariser certaines opérations à court terme, et actualiser le plan de travail pour renforcer le dispositif et les contrôles d'une manière plus durables.

BUDGET (DU 08 AU 09 AOUT 2022)

Appui au renforcer la priorisation des investissements publics.

La mission avait pour objectif de renforcer la priorisation des projets d'investissements publics dans le cadre du processus de préparation du budget 2023 en apportant un appui de proximité aux équipes dédiées à la programmation et à la budgétisation des investissements publics. Ce qui a permis à la mission de faire l'état des lieux et la revue des textes qui encadrent la gestion des investissements publics (GIP), d'analyser la documentation relative aux projets d'investissements inscrits dans le budget 2022 et de convenir ensemble des critères discriminants pour l'intégration des projets dans la base des données des investissements publics, et leur éligibilité au programme triennal d'investissements publics (PIP). Cet exercice a abouti à proposer un manuel pour la sélection et la priorisation des projets d'investissement pour le budget 2023.

STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES (DU 26 SEPTEMBRE AU 07 OCTOBRE 2022)

Appui à l'adoption de la méthodologie du Manuel des statistiques de finances publiques (MSFP) 2014.

L'objectif principal de la mission était d'appuyer les autorités congolaises dans l'adoption de la méthodologie du Manuel des statistiques des finances publiques (MSFP) 2014 pour leurs propres besoins

GABON

STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES (DU 31 OCTOBRE AU 11 NOVEMBRE 2022)

Appui à la mise à jour des données fiscales.

L'appui avait pour but d'aider les compilateurs à mettre à jour les données fiscales jusqu'à la dernière année fiscale 2021. La mission a aidé l'équipe chargée des données fiscales à compiler et consolider les données annuelles. La mission a aidé

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

BUDGET (DU 05 AU 16 SEPTEMBRE 2022)

d'analyse et de politique, conformément à la directive de la CEMAC (n° 05/11UEAC-190-CM-22). L'appui a (i) réitéré les recommandations formulées dans les missions précédentes d'adopter un cadre réglementaire pour la compilation et la diffusion des statistiques; (ii) développé une procédure d'agrégation automatique des états de recettes et de dépenses des six branches de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS); (iii) recommandé qu'un outil similaire soit développé pour les unités extrabudgétaires, qui suivent le même plan comptable.

GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE (DU 13 AU 22 SEPTEMBRE 2022)

Appui au renforcement du cadre organisationnel de la Caisse congolaise d'amortissement.

AFRITAC Centre a proposé un réaménagement du cadre organisationnel de la Caisse congolaise d'amortissement (CCA) selon le modèle front middle et back offices, si mis en œuvre devrait lui permettre de relever les défis liés à une gestion efficace et proactive de la dette publique. La préparation et l'adoption d'un nouvel organigramme pour la CCA fait partie des engagements pris par la République du Congo dans le cadre du programme économique et financier soutenu par le FMI.

les autorités à compiler (i) les données budgétaires annuelles du gouvernement central pour l'exercice 2021; (ii) les données annuelles partielles du fonds de sécurité social pour les exercices 2019 à 2021; et (iii) les données annuelles révisées des collectivités locales pour 2018 à 2021.

Appui au fonctionnement du contrôle financier (CF).

L'appui avait pour objectif de fournir aux autorités un diagnostic du fonctionnement du contrôle financier (CF) et de proposer des projets de décret régissant le contrôle financier et de manuel de procédures du contrôle financier, tous deux alignés sur l'évolution induite par la loi organique du budget. L'appui a travaillé avec les acteurs engagés par les autorités comme contrepartie de la mission. A la fin de la première phase de la mission, un diagnostic approfondi du contrôle financier a été réalisé avec la participation active des parties prenantes de la mission. Le projet de texte organisant la Direction du contrôle financier a été produit et soumis aux autorités pour validation.

BUDGET (DU 10 AU 21 OCTOBRE 2022)

Appui au renforcement du contrôle financier (CF).

L'appui avait pour objectif de fournir aux autorités un diagnostic du fonctionnement du contrôle financier (CF), afin de leur proposer dans un premier temps un texte portant attributions et organisation du contrôle financier ; et dans un deuxième temps d'accompagner la production d'un manuel de procédures du contrôle financier, tous deux alignés sur l'évolution induite par la loi organique relative aux lois de finances. A la fin de

la première phase de la mission, un diagnostic approfondi du contrôle financier a été réalisé avec la participation active des parties prenantes de la mission. Le projet de texte organisant la Direction du contrôle financier a été produit et soumis aux autorités pour validation.

GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE (10 AU 21 OCTOBRE 2022)

Appui à la préparation du plan de financement 2023.

La mission a renforcé les capacités de la Direction de la dette et du portefeuille de l'Etat (DDPE) sur l'identification des vulnérabilités dans le portefeuille de la dette publique, l'évaluation des besoins et sources de financement et sur l'approche de préparation du plan annuel de financement. Elle a assisté la DDPE à identifier les types de financement que la République Centrafricaine devrait privilégier en 2023 pour atténuer les vulnérabilités identifiées dans le portefeuille de la dette. La mission a également prodigué des conseils sur les initiatives qui devraient être mises en œuvre pour élargir la base des investisseurs et pour augmenter la capacité de financement de l'Etat sur le marché régional des titres publics de la CEMAC.

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

BUDGET (DU 24 AOUT AU 09 SEPTEMBRE 2022)

Appui au renforcement la gestion des projets d'investissement public et de partenariats public-privé.

Cette mission a été réalisée conjointement avec le siège avec pour objectif d'assister les autorités à définir une stratégie et un plan d'actions, et à développer les procédures et les outils nécessaires, pour la mise en œuvre des recommandations prioritaires du PIMA. Sur la base des structures existantes, il a été proposé de renforcer les capacités, améliorer la coordination et les

flux d'information à l'aide d'outils rénovés et harmonisés, d'une budgétisation plus crédible et transparente, et d'un cadre légal et réglementaire cohérent, clarifiant notamment le rôle de chacun des acteurs concernés. A cette occasion, la mission a principalement consacré ses efforts sur la mise en œuvre du programme de développement des 145 territoires (PDL 145-T) financé par les droits de tirages spéciaux (DTS) du FMI.

BUDGET (DU 03 AU 04 OCTOBRE 2022)

Séminaire sur la crédibilité du budget en faveur des députés membres de la commission économique et financière de l'Assemblée nationale.

Le budget de la RDC souffre d'un manque structurel de crédibilité. Au cours du séminaire, les principales causes de ce manque de crédibilité ont été présentées, notamment les ajustements ad hoc des prévisions de recettes et le recours excessif à des procédures dérogatoires dans la gestion des dépenses. Un budget crédible est important pour garantir que les objectifs politiques du Gouvernement sont atteints. A cet effet, les députés ont été sensibilisés sur le rôle important que le parlement doit jouer dans l'amélioration de la crédibilité du budget de la RDC.

STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES (DU 26 SEPTEMBRE AU 07 OCTOBRE 2022)

Appui à l'adoption de la méthodologie du Manuel des statistiques de finances publiques (MSFP) 2014.

L'objectif principal de la mission était d'appuyer les autorités congolaises dans l'adoption de la méthodologie du Manuel des statistiques de finances publiques (MSFP) 2014 pour leurs propres besoins d'analyse et de politique, conformément à la directive de la CEMAC (n° 05/11UEAC-190-CM-22). L'appui a réitéré les recommandations formulées lors des missions précédentes, à savoir l'adoption d'un cadre réglementaire pour la compilation et la diffusion des statistiques du gouvernement en vue de renforcer l'autorité de la Direction des Études et de la Planification sur les fournisseurs de données sources.

GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE (DU 03 AU 14 OCTOBRE 2022)

SAO TOME-ET-PRINCIPE

ADMINISTRATION FISCALE (DU 03 AU 14 OCTOBRE 2022)

Appui au renforcement du cadre organisationnel de la Direction générale de la dette publique.

La mission a relevé que la Direction générale de la dette publique, principale entité de gestion de la dette publique en République démocratique du Congo, n'est bien organisée fonctionnellement pour exercer efficacement ses compétences et ses missions sont insuffisamment définies. Ainsi, la mission a suggéré : (i) le recentrage des compétences de la DGDP sur son cœur de métier, la gestion de la dette publique incluant la gestion des émissions de titres publics, et ; (ii) un nouvel organigramme de ses services en front, middle et back offices. Elle a fourni des indications sur les actions nécessaires pour l'opérationnalisation du nouvel organigramme.

REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES (DU 12 AU 23 SEPTEMBRE 2022)

Appui au développement de la méthodologie d'évaluation du profil de risque et de notation des banques SYSNOB (suivi de la mission de janvier 2020).

L'objectif de cet appui d'AFRITAC Centre était le développement des capacités des superviseurs bancaires de la banque centrale du Congo (BCC) à intégrer la nouvelle méthodologie de notation du profil de risque bancaire SYSNOB dans le processus de surveillance. Cette mission a aidé la BCC à répondre aux recommandations de l'action prioritaire A2 de la feuille de route de la Revue de la stabilité du secteur financier (RSF) "Intégration des notations bancaires dans le processus de contrôle prudentiel".

Appui au renforcement de capacité en matière contrôle fiscal des secteurs clés auprès de la Direction des impôts.

A la demande des autorités, AFRITAC Centre a organisé une mission de formation sur le contrôle fiscal des banques et assurances pour les cadres de la Direction des impôts. Les échanges sur des cas pratiques ont permis un partage des meilleures pratiques en matière de contrôle fiscal et de gestion des risques de conformité dans le secteur financier. Par ailleurs, l'approche intégrée du secteur financier, le principe du secret bancaire et fiscal, l'exploitation des informations internes et externes, les obligations fiscales accessoires, audit des systèmes d'information bancaire, accord d'évitement de double imposition, la loi sur la conformité fiscale des comptes étrangers ou FATCA ont été abordés durant la formation. En outre, des pistes afin de renforcer la capacité de maîtrise des risques de conformité fiscale du secteur financier ont été identifiés sur le domaine de la formation, législatif et institutionnel.

PREVISIONS MACROECONOMIQUES (DU 19 AU 30 SEPTEMBRE 2022)

Appui sur le renforcement des dispositifs techniques de prévisions macrobudgétaires.

L'appui avait pour objectifs d'assurer le suivi des recommandations des missions précédentes et d'aider les autorités à préparer la stratégie budgétaire et le rapport sur les risques budgétaires à inclure dans la documentation budgétaire 2023. La mission a ainsi contribué à la relecture et à la finalisation d'un projet de rapport sur la stratégie budgétaire à moyen terme

préparé par l'Unité macrobudgétaire (UMF) et à la collecte d'une série d'informations utiles pour le rapport sur les risques budgétaires. Le processus de préparation budgétaire n'ayant pas été initié à la fin de la mission, les deux projets de rapports produits ci-dessus devront être mis à jour au moment de la validation de la documentation budgétaire de l'Etat pour 2023.

STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES (DU 29 AOUT AU 09 SEPTEMBRE 2022)

Appui à l'adoption du Manuel des statistiques de finances publiques 2014 (MEFP 2014).

L'appui visait à soutenir les autorités de Sao Tomé dans leurs efforts pour adopter le Manuel des statistiques de finances publiques 2014 (MEFP 2014), conformément à leur plan d'action (2018-2023). La mission a essentiellement travaillé avec l'équipe chargée de l'élaboration du Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE), composée de fonctionnaires de la Direction du Trésor et de la Direction de la Comptabilité Publique, toutes deux du Ministère du Plan, des Finances et de l'Économie Bleue. Les travaux de la mission se sont concentrés sur trois thèmes : (i) évaluation des progrès concernant la mise en œuvre du plan d'action 2018-2023 ; (ii) compilation et consolidation des VFS de l'ensemble de l'administration publique et (iii) révision du registre des arriérés.

TCHAD

PREVISIONS MACROECONOMIQUES (DU 10 AU 14 OCTOBRE 2022)

Appui sur la revue du processus d'élaboration du Rapport annuel sur risques budgétaires.

L'appui sous forme d'atelier regroupait les cadres de la Direction des Etudes et de la Prévision du ministère des finances et du budget impliqués dans cet exercice. Cet appui a permis de (i) faire le point sur la mise en œuvre des recommandations des précédentes missions d'

AFRITAC Centre sur les risques budgétaires; (ii) discuter des méthodes quantitatives pour évaluer les risques budgétaires liés aux chocs macroéconomiques ; (iii) examiner les développements récents sur l'analyse de la dynamique de la dette publique et l'analyse des risques liés au changement climatique qui pourraient être inclus dans le rapport sur les risques budgétaires ; (iv) examiner le projet de rapport annuel sur les risques budgétaires qui sera joint au projet de loi de finances 2023.

PREVISIONS MACROECONOMIQUES (DU 10 AU 14 OCTOBRE 2022)

Appui à la formation des cadres sur les processus de calibrage du modèle SIGNET (Système Intégré de Gestion de l'Economie Tchadienne).

L'appui sous forme d'atelier de formation portant sur les processus de calibrage du modèle SIGNET fait suite aux recommandations des précédentes missions d'AFRITAC Centre consignées dans une feuille de route pour le renforcement de l'appropriation du modèle par les cadres de la Direction des Etudes et de la Prévision (DEP). Cette rencontre a permis de les édifier sur (i) les enjeux et défis du passage aux nouveaux référentiels méthodologiques en matière de comptes économiques pour le modèle SIGNET ; (ii) le calibrage des modèles à base de TRE (Tableaux Ressources-Emplois) notamment le secteur réel et les modules «

offre », « APU-Administration publique », « Balance des paiements-BDP ».

BUDGET (DU 24 AU 28 OCTOBRE 2022)

Appui à l'adoption de projets de loi sur la gouvernance des entreprises publiques (SOEs).

L'objectif de la mission était d'appuyer les autorités pour l'adoption au niveau technique de deux projets de loi sur la gouvernance des entreprises publiques (SOEs) et des Autorités administratives indépendantes (AAIs). La mission a organisé un atelier de 4 jours et a présenté les innovations contenues dans ces projets de loi en lien avec les meilleures pratiques internationales afin de renforcer la supervision des entités publiques. A la fin de l'atelier, les deux projets de loi ont été adoptés au niveau technique et le résultat a été présenté à la réunion de restitution dirigée par le Secrétaire Général du Ministère des Finances et du Budget.

BEAC

GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE (DU 30 AOUT AU 2 SEPTEMBRE 2022)

Participation à la 3ème réunion des Trésors Publics de la CEMAC.

Le Conseiller régional en gestion de la dette publique a participé à la 3ème réunion des Trésors Publics des

pays de la CEMAC. Il a partagé avec les participants les meilleurs pratiques de préparation et de la mise en œuvre de la stratégie de gestion de dette à moyen terme (SDMT). Le Conseiller a également fourni des conseils sur les actions prioritaires pour améliorer le fonctionnement du marché régional des titres publics.

CEMAC

ADMINISTRATION DOUANIÈRE (DU 25 SEPTEMBRE AU 05 OCTOBRE 2022)

Appui à la mise en œuvre de l'Article 156.4 du Code Communautaire (CCD) de la CEMAC au bénéfice de la Commission de la CEMAC.

L'appui avait pour objectif l'étude des pratiques nationales et des défis de ses Membres dans la mise en œuvre de l'Article 156.4 du Code des Douanes de la CEMAC (CDC). L'étude, menée à distance, a fait des recommandations concrètes pour harmoniser le format et le contenu de cette déclaration spécifique et

pour la dématérialiser. Ces recommandations seront présentées au Comité compétent de la CEMAC pour validation.

ADMINISTRATION FISCALE (DU 24 AU 28 OCTOBRE 2022)

Atelier de validation du projet de Livre des procédures fiscales communautaire de la CEMAC.

L'atelier avait pour objectif de valider avec les représentants des Etats membres et la commission de la CEMAC le projet de Directive portant Livre des

procédures fiscales communautaire. Il a permis d'examiner en profondeur le projet de directive sur les procédures fiscales communautaires proposé par le FAD en étroite collaboration avec la Commission de la CEMAC. Le projet proposé a été adopté par les

représentants des Etats membres et sera prochainement soumis à la Commission Permanente d'Harmonisation fiscale et Comptable avant son adoption par le Conseil des Ministres de la CEMAC.

ACTIVITES MULTI-PAYS

ADMINISTRATION FISCALE (DU 31 OCTOBRE AU 04 NOVEMBRE 2022)

Atelier de renforcement des capacités en matière de mobilisation des recettes fiscales pour la République centrafricaine (RCA), République Démocratique du Congo (RDC) et le Tchad.

L'atelier qui a vu la participation du Directeur Général des services des Impôts du Tchad, du Directeur Général des Impôts et des Domaines de RCA et du représentant du Directeur Général des Impôts de la RDC avait pour

objectifs d'évaluer le programme d'assistance technique entre 2019 et 2022 et d'identifier les priorités de réforme à partir de 2023. A l'issue de l'atelier, une évaluation du programme d'assistance technique entre 2019 et 2022 a été effectuée, les réformes à consolider et les nouvelles priorités suivant les nouveaux enjeux liés notamment à la digitalisation, l'exploitation des renseignements ont été identifiées. Des cadres logiques d'intervention du FMI dans les pays en termes de renforcement de capacités ont été élaborés.

PROCHAINES DATES A RETENIR

Missions/webinaires

Compte tenu de l'amélioration de la situation sanitaire mondiale du Covid-19, les activités de renforcement des capacités prévues par le Centre durant le troisième trimestre de l'année fiscale 2023 (de novembre à janvier 2023) se dérouleront en présentiel.

Domaines	Pays	Activités	Dates prévues
Administration douanière	Tchad	Mission d'assistance pour assister la Douane Tchadienne à renforcer sa capacité à suivre et contrôler les exonérations des droits et taxes ainsi que les régimes suspensifs	Du 09 au 20 janvier 2023
Administration douanière	Congo	Atelier régional au bénéfice des Douanes d'Afrique centrale en matière de suivi et de contrôle des exonérations des droits et taxes et des régimes suspensifs douaniers	Du 06 au 09 mars 2023
Administration fiscale	Gabon	Appui à la mise en place des principaux indicateurs de performance afin d'améliorer la gestion du rendement au sein de l'administration fiscale	Du 30 janvier au 10 février 2023
Prévisions macroéconomiques	République centrafricaine	Mission le renforcement des dispositifs de cadrage macroéconomique et budgétaire.	Du 08 au 24 janvier 2023
Prévisions macroéconomiques	République démocratique du Congo	Mission d'assistance technique sur le renforcement des dispositifs de cadrage macroéconomique et budgétaire-PHASE 2	Du 09 au 20 janvier 2023
Prévisions macroéconomiques	Cameroun	ATELIER FARI 2	Du 30 janvier au 03 février 2023
Budget	Cameroun	Prendre en compte les plafonds d'emplois dans la budgétisation des dépenses de personnel	Du 27 février au 10 mars 2023
Budget	Congo	Améliorer la prévisibilité de l'exécution des dépenses publiques	Du 06 au 17 février 2023
Budget	Congo	Mission conjointe FAD-AFC : Evaluer la gestion des investissements publics (PIMA)	Du 18 au 31 janvier 2023
Budget	Burundi	Améliorer la budgétisation des investissements publics	Du 10 au 23 janvier 2023
Budget	Tchad	Mission conjointe FAD-LEG-AFC : Evaluer les sauvegardes budgétaires	Du 06 au 10 mars 2023
Comptabilité publique	Burundi	Mission en présentiel sur le renforcement du Compte général de l'Etat (CGE) au Burundi	Janvier 2023
Comptabilité publique	Cameroun	Séminaire sur la Transparence budgétaire au Cameroun	Janvier 2024

Domaines	Pays	Activités	Dates prévues
Statistiques des finances publiques	Tchad	Appui à l'élaboration du TOFE pour l'exercice 2021, conformément au Manuel des Statistiques des Finances Publiques de 2014 (MSFP 2015)	Du 23 janvier au 3 février 2023
Statistiques macroéconomiques	Sao Tomé-et-Principe	Mission d'assistance technique en comptabilité nationale	Du 30 janvier au 10 février 2023
Statistiques macroéconomiques	Cameroun	Mission d'assistance technique en comptabilité nationale	Du 09 au 20 janvier 2023
Gestion de la dette publique	Congo	Mission de renforcement des capacités en préparation et mise en œuvre du calendrier d'émission des titres publics	Du 17 au 26 janvier 2023
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Mission virtuelle du 09 au 27 janvier, Calibrage du NSFR et actualisation de la circulaire 23 sur la gestion des risques (risque de liquidité et transformation)	Du 09 au 27 janvier 2023
Régulation et supervision bancaires	République démocratique du Congo	Mission sur place du 09 au 20 janvier, Assistance à la réalisation d'une inspection pilote portant sur la revue des dossiers de crédit.	Du 09 au 20 janvier 2023

Date de début	Date de fin	Titre du cours	Langue Principale & (d'interprétation)
1 mai 2022	15 avril 2023	(VITARA-SMG)	Français
1 mai 2022	15 avril 2023	(LIC DSEFX)	Français
1 mai 2022	15 avril 2023	Programmation et politiques financières, première partie : analyse des comptes macroéconomiques (FPP.1x)	Français
1 mai 2022	15 avril 2023	En ligne : RA-GAP - Analyse de l'écart fiscal (VGAPx)	Français
1 mai 2022	15 avril 2023	Programmation et politiques financières, deuxième partie : conception des programmes (FPP.2x)	Français
1 mai 2022	15 avril 2023	En ligne : Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles (MRCx)	Français
1 mai 2022	15 avril 2023	En ligne : Statistiques de la dette du secteur public (PSDSx)	Français
1 mai 2022	15 avril 2023	En ligne : Statistiques de finances publiques (GFSx)	Français
1 mai 2022	15 avril 2023	Diagnostics macroéconomiques (MDSx)	Français
1 mai 2022	15 avril 2023	En ligne : Développement financier et inclusion financière (FDFIx)	Français
1 septembre 2022	15 avril 2023	(BOP-IIPx)	Français

AFRITAC Centre est une initiative du FMI soutenue par les Etats membres et

les partenaires au développement suivants :



Burundi



Cameroun



République du Congo



Gabon



Guinée équatoriale



République Centrafricaine



République démocratique du Congo



République démocratique de Sao Tomé-et-Principe



Tchad



Union européenne



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



République Populaire



Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Federal Department of Economic Affairs,
Education and Research EAER
State Secretariat for Economic Affairs SECO